

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Indestructible-reve-d-un-monde-meilleurAlan-Gresh>

Indestructible rêve d'un monde meilleurAlan Gresh

- Fil rouge -

Date de mise en ligne : samedi 25 juillet 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le fond de l'air était rouge [1]. Deux décennies durant, des sierras d'Amérique Latine aux rizières d'Asie, en passant par les djebels d'Afrique du Nord, un même ouragan semblait emporter l'ordre colonial ancien et la domination économique du Nord. En 1956, dans un éclat de rire homérique, le président égyptien Gamal Abdel Nasser annonçait la nationalisation de la Compagnie du canal de Suez. Dans les Aurès, les fellagas se dressaient pour mettre un terme au statut de « département français » imposé à l'Algérie. Après son triomphe à La Havane, Ernesto Che Guevara, le « guérillero héroïque », repartait vers d'autres combats anti-impérialistes, du Congo à la Bolivie. En Indochine, le peuple vietnamien résistait aux bombardements massifs menés par la « citadelle du monde libre ». Dans les lointaines montagnes du Dhofar de la péninsule Arabique, des insurgés libéraient les tribus et les femmes d'une oppression millénaire sous le drapeau du marxisme-léninisme.

Au coeur même de l'Europe et des Etats-Unis, étudiants et ouvriers se révoltaient contre le vieux monde au nom d'un socialisme rénové. Réunis en 1973 à Alger, les leaders des pays non alignés annonçaient leur volonté d'instaurer un « nouvel ordre économique international » fondé sur la récupération de leurs richesses naturelles, et les Etats pétroliers donnaient l'exemple en nationalisant l'or noir. « *Les temps sont en train de changer* » (*The times they are a-changin'*), avait chanté Bob Dylan...

Des élections perçues comme un instrument de domination

S'appuyant sur l'aide de l'URSS, ces mouvements s'en différenciaient aussi fortement, dénonçant la bureaucratisation du pouvoir à Moscou, son peu de militantisme, son choix de la « coexistence pacifique » avec Washington, assimilé à la défense du statu quo. Pourtant, au-delà de leur diversité, tous se réclamaient de la révolution. Ils voulaient renverser l'ordre social ancien, interne et international, par tous les moyens, y compris par la violence armée ou par un coup d'Etat. Les « démocraties bourgeoises » étaient vilipendées, les élections perçues comme un instrument de domination des oppresseurs.

L'essence de cette époque, nul mieux que Jean-Paul Sartre ne l'a exprimée. Dans sa fameuse préface de 1961 [2] au livre de Frantz Fanon *Les Damnés de la terre*, il écrivait que la violence du colonisé « *n'est pas une absurde tempête ni la résurrection d'instincts sauvages, ni même un effet du ressentiment : c'est l'homme lui-même se recomposant. (...) Le colonisé se guérit de la névrose coloniale en chassant le colon par les armes* ». Et le philosophe d'ajouter que ce « *fil de la violence* » puise « *en elle à chaque instant son humanité : nous étions hommes à ses dépens, il se fait homme aux nôtres. Un autre homme : de meilleure qualité* ».

Vingt ans, trente ans plus tard, ce discours était devenu inaudible, la plus petite espérance d'un changement de l'ordre social réduite à une volonté totalitaire, l'idéal d'égalité identifié à l'archipel du goulag. On assistait partout au triomphe de l'argent et de l'individualisme. Nous étions « *condamnés à vivre*, selon la formule de l'historien François Furet, *dans le monde où nous vivons* », à ne plus rêver aux « *lendemains qui chantent* ». Et, si nous gardions une mauvaise conscience née de la misère persistante, nous pouvions nous engager aux côtés des champions de l'humanitaire prêts à soulager les victimes des catastrophes, des guerres, des dictatures, comme hier les dames patronnesses consolait les pauvres tout en les maintenant à l'abri de la propagande des « *rouges* ». Les *French doctors* remplaçaient les Brigades internationales, la charité se substituait à la solidarité. Quant à l'usage de la violence, il était totalement discrédité, ramené au terrorisme ; seule la violence étatique de l'Occident conservait sa légitimité.

Comment une telle révolution - faut-il dire contre-révolution ? - a-t-elle été possible en un laps de temps aussi court ? Plusieurs facteurs y ont contribué. Loin de sortir durablement affaiblis de leur défaite en Indochine, les Etats-Unis réussirent un redressement d'autant plus spectaculaire que l'Union soviétique s'enfonçait dans une interminable stagnation politique, culturelle et idéologique, dont témoignait, en 1968, l'écrasement du « *printemps de Prague* » et de l'espoir d'un « *socialisme à visage humain* ». Menant une bataille sur tous les fronts, Washington réussit à

imposer un ordre économique relayé par les institutions financières mondiales, à discréditer le « modèle socialiste », à épuiser l'URSS dans des combats douteux en Afghanistan ou dans la course aux armements, à s'assurer la collaboration des nouvelles élites issues de la lutte anticoloniale.

Car cette contre-révolution est aussi née d'une désillusion qui fut à la mesure des attentes messianiques de la naissance d'un « homme nouveau » que Sartre avait espérée. Certes, Fanon, entre autres, avait mis en garde contre le risque de confiscation de la révolution et avait dénoncé ceux qui, sur leur peau noire, portaient un masque blanc. Mais la réalité dépassa ses pires cauchemars. Les élites qui s'étaient réclamées du « socialisme scientifique », de l'Ethiopie à l'Angola en passant par le Congo-Brazzaville, se reclassèrent sans états d'âme aux côtés de l'ordre libéral et capitaliste. Partout se créaient de nouvelles classes aussi rapaces parfois que les anciens colons.

Dans le domaine politique, le discrédit de la « démocratie bourgeoise » déboucha sur une démocratie qui n'avait de populaire que le nom et dont la seule « justification » était le caractère dictatorial avéré des pays alliés de l'Occident, de l'Indonésie au Zaïre. Le long combat armé n'avait pas seulement abouti à la défaite de l'ennemi - et de ses nombreux alliés des couches coloniales cultivées. Il avait aussi contribué à bâillonner toute voix dissidente : toute critique était assimilée à de la trahison en temps de guerre.

En Algérie, le Front de libération nationale (FLN) procéda à l'élimination non seulement des forces qui lui étaient extérieures, mais aussi de tous les opposants à l'intérieur même de l'organisation. Ces méthodes autoritaires devaient se prolonger bien au-delà de l'indépendance. En Amérique latine, l'instauration de dictatures militaires sauvages dans les années 1970 montra que la « démocratie bourgeoise », les « libertés formelles » avaient aussi quelques avantages, ce que les peuples d'Europe de l'Est soupçonnaient déjà.

La disparition de l'URSS et du « camp socialiste », le triomphe du libéralisme, la domination sans partage du Nord sur l'ordre international, le recours à des élections plus ou moins libres, de l'Europe de l'Est à l'Amérique Latine en passant par l'Afrique, parurent inaugurer une nouvelle ère. Les Objectifs du millénaire pour le développement, adoptés par les Nations unies en 2000, traduisaient une promesse de réduction de la pauvreté, d'un élargissement de l'accès à l'éducation et à la santé, d'égalité des sexes.

Dans ce contexte nouveau, les forces révolutionnaires durent revoir leur discours, leur stratégie, leur pratique. D'autant que la mythologie de la lutte armée (« *Créer deux, trois... de nombreux Vietnam* », lançait Che Guevara) relevait aussi d'un romantisme abstrait. Ce n'est qu'après de multiples débats internes que le Parti des travailleurs vietnamiens, à Hanoï, décida à la fin 1963 de répondre par la voie militaire, dans le sud du pays, à l'escalade américaine, conscient du prix que devrait payer son peuple après un tel choix [3].

C'est en réfléchissant à l'expérience passée que M. Nelson Mandela accepta d'engager un dialogue avec le pouvoir en Afrique du Sud et favorisa un compromis qui garantissait suffisamment de droits aux Blancs pour éviter l'exode qu'avaient connu l'Angola, le Mozambique mais également, dans des conditions bien différentes, l'Algérie - et, aussi, pour répondre aux exigences des puissances occidentales qui occupaient totalement la scène économique au début des années 1990. Cet accord eut un prix : la lutte contre les profondes inégalités sociales, qui frappaient en premier lieu les Noirs, passa au second plan.

Le sous-commandant Marcos, au Chiapas, critiqua l'apologie de la « violence révolutionnaire » qui avait dominé dans les années 1970 : « *Nous ne voulons pas imposer nos solutions par la force, nous voulons la création d'un espace démocratique. Nous voyons les luttes armées non pas dans le sens classique des guérillas antérieures, c'est-à-dire comme unique voie et seule vérité toute-puissante autour de laquelle tout s'organise. Ce qui est décisif dans une guerre, ce n'est pas l'affrontement militaire mais la politique qui est en jeu dans cet affrontement. Nous ne sommes pas entrés en guerre pour tuer ou pour être tués. Nous sommes entrés en guerre pour qu'on nous écoute* [4]. » Mais la révolution zapatiste resta plus à l'état de potentialité que de réalité.

Ailleurs, les luttes armées s'éteignaient avec la fin de la guerre froide, que ce soit en Amérique centrale ou en Irlande du Nord. Même en Palestine, les accords d'Oslo de 1993 semblaient ouvrir enfin la voie de la paix. Demeuraient quelques résidus, au Sri Lanka ou au Pays basque espagnol, des « modèles » fort peu attirants pour la plupart des forces révolutionnaires.

Pourtant, toutes les illusions sur la « fin de l'histoire », l'extinction des inégalités et de la misère, le nouvel ordre mondial international, devaient s'effacer devant l'échec des politiques libérales et les stratégies aventuristes des Etats-Unis. L'affirmation de la Chine comme de l'Inde sur la scène internationale ouvrait des marges de manoeuvre aux pays du Sud. A nouveau se posait le problème du « changement » de l'ordre social interne et de l'ordre politique international, même si ce n'était plus au nom du « socialisme scientifique », mais d'un mélange détonant d'espoirs millénaristes, d'affirmations d'un nationalisme culturel et politique, d'égalitarisme fondé sur les traditions indigènes ou religieuses.

Quand la violence armée est frappée de discrédit

L'Amérique Latine, qui a subi de longues années de « médecine » libérale, a inauguré cette nouvelle étape avec l'arrivée au pouvoir de mouvements décidés à transformer profondément la situation et à donner du pain aux plus pauvres et aux exclus, en premier lieu aux Indiens. Et l'affrontement direct avec les puissances établies se fait dans le respect du verdict des urnes. La violence armée n'est plus à l'ordre du jour.

Au Proche-Orient, c'est moins l'ordre social qui est contesté que l'intervention militaire étrangère, en premier lieu celle de Washington. La lutte armée, menée souvent au nom de l'islam, que ce soit par le Hamas ou par le Hezbollah, et largement soutenue par les opinions publiques, remporte des succès. En revanche, Al-Qaida, réseau transnational sans implantation locale, ne doit sa popularité toute relative qu'à sa capacité de « porter des coups » aux Etats-Unis. En Asie, enfin, la contestation des inégalités se combine, parfois de manière contradictoire, à une capacité des gouvernements à mobiliser leurs opinions autour de la défense d'une souveraineté trop longtemps bafouée et d'une remise en cause de l'ordre international.

Au-delà de la diversité des situations, c'est bien la période de « stabilité » qui avait prévalu dans les années 1990 et le début des années 2000 qui s'achève. Il est difficile de savoir vers quels bouleversements nous allons ; toutefois, le rêve d'un monde meilleur, un rêve aussi vieux que l'humanité, mais dont les contours sont profondément différents de celui des années 1960, est de retour...

[Le Monde Diplomatique](#). Paris, juillet 2009.

Post-scriptum :

* **Alan Gresh** est un journaliste français. Rédacteur en chef du mensuel *Le Monde diplomatique* jusqu'en décembre 2005, il en devient le directeur adjoint à partir de janvier 2008. Auteur de plusieurs livres sur le Proche-Orient et sur l'islam.

[1] Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge*, documentaire, 240 min, 1977.

[2] Reprise dans Jean-Paul Sartre, *Situations V. Colonialisme et néo-colonialisme*, Gallimard, Paris, 1964.

[3] Lire William J. Duiker, *Ho Chi Minh. A Life*, Hyperion, New York, 2001, notamment p. 534 et suivantes.

[4] « [Lutte armée et politique](#) », site de la médiathèque de Noisy-Le-Sec.